

Marcher pour transformer le monde

Lorraine Guay

Numéro 803, juillet–août 2019

Invitation à la marche

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91242ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guay, L. (2019). Marcher pour transformer le monde. *Relations*, (803), 26–27.

MARCHER POUR TRANSFORMER LE MONDE

Les marches politiques sont des processus de production de savoirs et de solidarités exceptionnels par lesquels les personnes et les groupes imposent leurs revendications et leur légitimité politique dans l'espace public.

Lorraine Guay

L'auteure, militante dans plusieurs mouvements sociaux, est coauteure du livre *Qui sommes-nous pour être découragées?* (Écosociété, 2019)

Les femmes marchent, les écologistes marchent, les antiguerre, les altermondialistes, les étudiants et les étudiantes, les jeunes, les migrants, ceux et celles qui défendent le droit au logement – et tant d'autres personnes – marchent. En fait, une très grande partie de la population marche, même si un désagréable sentiment d'immobilisme au sein des élites politiques et économiques nous accable souvent. Raison de plus pour marcher!

Les marches politiques font partie de notre histoire. Pour mémoire, mentionnons l'exceptionnelle Grande marche des chômeurs et des chômeuses en 1935, dans un contexte de chômage massif (30%) et d'absence de filet de sécurité sociale. Les mouvements sociaux à l'origine de cette marche ont été brutalement réprimés par le gouvernement de l'époque, mais leur détermination a permis l'instauration du programme fédéral d'assurance-chômage. Pour expliquer le succès de cette action, on note l'existence « d'un mouvement structuré et puissant des sans-emploi allié aux organisations ouvrières et prêt à pratiquer sur une large échelle l'action directe. Selon l'historien Lorne Brown, "Les débats parlementaires et les tactiques de pression conventionnelles n'ont joué qu'un rôle minime. Les circonstances exigeaient que la seule stratégie efficace repose sur une organisation extra-parlementaire et sur l'agitation"¹ ». On y puise encore aujourd'hui une inspiration qui n'a eu cesse de s'exprimer au fil des décennies et des différentes générations de militantes et de militants.

Qui marche ? Et pourquoi ?

Parmi les exemples récents, mentionnons la marche Du pain et des roses, en 1995, suivie de la Marche mondiale des femmes (MMF) en 2000 pour exiger des mesures structurantes contre la pauvreté et les violences faites aux femmes; la marche du Moratoire d'une génération, en 2011, pour revendiquer un moratoire de 20 ans sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste au Québec. Rappelons aussi les marches plurielles et multiformes de la grève étudiante de 2012 contre la hausse des frais de scolarité et, plus largement, pour la gratuité scolaire, de la maternelle à l'université; ou encore la marche du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entre Ottawa et Québec, en 2018, pour exiger des engagements chiffrés et ambitieux en matière de logement social, honteusement peu couverte par les médias lors de la dernière campagne électorale.

La puissance politique de ces marches provient certes de leur longue durée (d'une dizaine de jours à plusieurs semaines),

des distances parcourues (de 200 à plus de 700 kilomètres), du nombre impressionnant de citoyennes et citoyens qui y participent et, fait important, de leur caractère pacifique. Sans oublier la diversité des mouvements sociaux qui les nourrissent, la convergence – même temporaire – des classes sociales qui s'y associent ainsi que l'appropriation collective du leadership qui les anime (contre la sacralisation d'un seul « chef »). Mais plus fondamentalement, cette puissance provient de ce que leurs revendications sont porteuses d'une critique radicale de l'état de la société et du monde, et d'initiatives et de solutions nouvelles pour faire advenir d'importantes transformations sociales, « d'autres mondes possibles² ». Ces marches font œuvre d'une concitoyenneté qui est « vue sur le monde et vœux pour le monde ».

Les marches comme production d'un nouveau savoir

La marche politique suppose donc un processus pédagogique où non seulement les pieds mais aussi les neurones doivent marcher! Il faut d'abord commencer par marcher dans sa tête et en têtes rassemblées pour articuler une analyse critique des orientations, des programmes, des lois, des pratiques et des institutions d'une société, dans un secteur donné (condition des femmes, environnement, éducation, logement, etc.) mais aussi plus globalement. Tout comme il faut mobiliser l'imagination et l'intelligence citoyennes pour proposer de nouvelles orientations, des initiatives inspirantes, des possibles encore perçus comme impossibles dans le présent. Ce travail intense de création d'un nouveau savoir sur les enjeux et les solutions permet d'interpeller non seulement la classe dirigeante mais un nombre de plus en plus important de personnes dont les « cerveaux sont hélas devenus des territoires occupés par les idées de droite », comme le dit l'essayiste Normand Baillargeon.

La façon de préparer les marches mentionnées plus haut contenait déjà les germes de leur force politique. Ainsi, les organisatrices de la marche Du pain et des roses ont d'abord entrepris un long processus d'éducation populaire permettant aux groupes de femmes de partager une analyse critique des enjeux économiques, sociaux et politiques reliés à la pauvreté. Puis, les débats se sont orientés sur la plateforme des revendications, débats parfois difficiles, mais faits dans un climat respectueux où des compromis étaient réalisables. La Marche mondiale des femmes, en 2000, connut le même processus mais à l'échelle mondiale, rendant les débats plus « corsés » – entre autres concernant l'avortement et la prostitution/travail du sexe.

Ce processus démocratique, basé sur la prise de parole partagée et sur la délibération collective pour arriver à des reven-



dications communes, a permis de rassembler, d'unifier et de renforcer l'adhésion de milliers de femmes issues de milieux différents au projet de ces marches. Il a rendu possible la participation de nombreux groupes de différents secteurs, favorisant une réceptivité extraordinaire de la part de la population qui se reconnaissait dans les revendications que portaient les marcheuses. On y sentait une affection réciproque, tout ne se jouait pas dans la seule rationalité – une pratique que le féminisme avait déjà développée bien avant la MMF.

Le contenu des revendications marque l'esprit du temps, de même que les clivages au sein de la société : leur légitimité appuyée par le plus grand nombre indique la voie à suivre. D'où l'affirmation que les marcheuses « réinventaient le féminisme³ ».

Les marches comme acte de rupture avec un monde dépassé

Dans les démocraties représentatives, on affirme souvent à tort que la légitimité politique n'appartient qu'aux personnes qui ont été élues. C'est l'État qui a le monopole de la force et qui l'utilise au profit d'orientations presque exclusivement néolibérales. Or les marches politiques – qu'elles soient contre les inégalités, les injustices, l'extinction de la vie sur Terre, la privatisation du monde ou la perte du sens du vivre-ensemble – contestent radicalement ces orientations. Toutes les marcheuses et les marcheurs présentent certes leurs revendications aux différents paliers de gouvernement, mais sans s'en remettre aux seules personnes élues pour espérer des changements. « Nous avons vu des politiciennes et politiciens prendre des photos et serrer des mains : Nous avons vu Couillard et Lisée qui ont promis si peu et Legault qui nous a tourné le dos. [...] Nous avons vu le mouvement de milliers de locataires prêt.e.s à la lutte populaire. Squattons les logements vacants et squattons le Parlement⁴ ! »

Portant une vision plus participative et plus directe de la démocratie, les marcheurs et marcheuses occupent la rue et construisent une autre légitimité, celle des personnes sans voix et sans droits, exclues, marginalisées. La marche apparaît dès

lors comme une utilisation de la force pacifique, qui peut aller jusqu'à la désobéissance civile, pour les rendre audibles et visibles dans l'espace public. À cet égard, la marche du Moratoire d'une génération et l'initiative Schiste 2011 qui l'a suivie proposaient une stratégie réfléchie et intégrée de mobilisation et de résistance aux gaz de schiste incluant un programme national de formation à l'action non-violente et à la désobéissance civile. De même, les étudiantes et les étudiants en grève en 2012 avaient bien compris cet enjeu de la légitimité politique. L'ex-premier ministre Jean Charest avait d'ailleurs buté contre ce « nouveau pouvoir » de la rue, lui qui clamait que la seule légitimité venait du fait d'être élu. Il en a perdu le pouvoir.

La marche politique pacifique recèle un immense potentiel « révolutionnaire » quand elle réussit à coaliser des gens de tous les secteurs de la société sur la base de leur citoyenneté commune, non pas au-delà des différences mais plutôt en les assumant collectivement. De plus, en portant des revendications qui s'inscrivent contre le désordre du monde et pour des alternatives novatrices, elle contribue à faire éclater la seule perspective réformiste. « Il y a des réformes qui sont des emplâtres et d'autres qui sont des tremplins⁵ », disait la philosophe féministe Françoise Collin, ouvrant une multitude de possibles. Par ses orientations et ses stratégies, la marche politique contribue à mettre de l'avant ce qui pourrait advenir... à la condition de continuer de marcher. ☺

1. Christian Brouillard, « Les 70 ans de la grande marche des chômeurs sur Ottawa », *À bâbord!*, n° 10, été 2005.

2. Voir à ce sujet Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, L'horizon des possibles/La Découverte, 2014.

3. Isabelle Giraud et Pascale Dufour, *Dix ans de solidarité planétaire. Perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010.

4. Extrait de la déclaration (élaborée collectivement) de la grande marche du FRAPRU pour le droit au logement, 29 septembre 2018.

5. Citée dans P. Dufour et L. Guay, *Qui sommes-nous pour être découragées?*, Montréal, Écosociété, 2019, p.245.